

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

OBJET DU MARCHÉ

**PRELEVEMENTS ET ANALYSES D'ÉCHANTILLONS D'EAU, DE SEDIMENTS ET DE
MATIÈRES EN SUSPENSION DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE
DES BASSINS RHÔNE MÉDITERRANÉE ET DE CORSE**

Lot n° 1

**PRELEVEMENTS ET ANALYSES D'ÉCHANTILLONS D'EAU DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE
SURVEILLANCE DE L'ÉTAT CHIMIQUE DES EAUX SOUTERRAINES DES BASSINS RHÔNE-
MÉDITERRANÉE ET DE CORSE**

Service responsable de la passation du marché	
Technique :	Département de la connaissance et de la planification / Service Données Techniques 2-4, allée de Lodz 69363 LYON cedex 07
Administratif :	Secrétariat général /Service Achats et Affaires Juridiques 2-4, allée de Lodz 69363 LYON cedex 07

Le présent CCTP contient **33** pages, **7** articles et **8** annexes

CONTENU

1 - OBJET DU MARCHÉ	4
2 - CONTEXTE DU MARCHÉ	4
2.1 Présentation de l'objet du marché dans son contexte	4
2.2 Présentation générale des prestations à réaliser	4
3 - DESCRIPTION DU BESOIN	6
3.1 Description détaillée des prestations	6
3.1.1 Prestations de prélèvements.....	6
3.1.1.1 Dispositions générales.....	6
3.1.1.2 Préparation des campagnes de prélèvements	7
3.1.1.3 Mesures de terrain et paramètres environnementaux	8
3.1.1.4 L'opération de prélèvement.....	10
3.1.1.5 Observations de terrain	12
3.1.1.6 Suivi des prélèvements « non fait ».....	12
3.1.1.7 Reprogrammation des prélèvements non faits	12
3.1.1.8 Mise à jour des fiches descriptives des stations de suivi.....	13
3.1.1.9 Réunion avec les équipes de prélèvements.....	13
3.1.1.10 Contrôles qualité	13
3.1.2 Conditionnement, conservation et transport des échantillons	13
3.1.2.1 Flaconnage, consignes.....	14
3.1.2.2 Etiquetage des flacons.....	14
3.1.2.3 Conservation et transport des échantillons.....	15
3.1.2.4 Réception des échantillons au laboratoire d'analyses.....	15
3.1.2.5 Fiches prélèvement	16
3.1.2.6 Cas spécifique des prélèvements pour un (des) laboratoire(s) tiers	16
3.1.2.7 Contrôle qualité.....	16
3.1.3 Prestations d'analyses	17
3.1.3.1 Dispositions générales.....	17
3.1.3.2 Programme d'analyses	17
3.1.3.3 Les méthodes d'analyses	18
3.1.3.4 Evolution des méthodes d'analyses.....	19
3.1.4 Formations/habilitations des équipes de prélèvement.....	20
3.2 Conditions et délais d'exécution.....	20
3.2.1 Lieu d'exécution	20
3.2.2 Réunion	20
3.2.3 Bilan de l'année N-1	21
3.2.4 Compte rendus des campagnes de prélèvements.....	21
3.2.5 Bilan des prélèvements « non fait »	22
3.2.6 Remontée des mises à jour sur les fiches descriptives des stations.....	22
3.2.7 Réalisation de blancs de terrain, blancs de systèmes de prélèvement et blancs de filtration	22
3.2.8 Echanges des données au format EDILABO.....	22
3.2.8.1 Les fichiers de demandes au format EDILABO.....	23
3.2.8.2 Les fichiers de résultats au format EDILABO.....	23

3.2.9	Admission des résultats.....	25
3.2.10	Délais d'exécution	26
3.2.11	Modalités d'échanges sur les prestations facturables (pré-facturation).....	26
3.2.12	Contrôle des prestations	27
3.3	Mesures de sécurité et d'hygiène.....	27
3.4	Présentation des intervenants.....	27
4 -	EXIGENCES.....	28
4.1	Principes généraux.....	28
4.2	Contrôle qualité.....	29
5 -	DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE	30
6 -	SYNTHESE DES LIVRABLES.....	31
7 -	ANNEXES au CCTP.....	33

1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations relatives aux prélèvements et aux analyses d'échantillons d'eau dans le cadre du programme de surveillance de l'état chimique des eaux souterraines des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.

Les prestations exigées dans le cadre du présent marché et explicitées par le présent CCTP sont les suivantes :

- ⇒ Organisation des tournées, réalisation de prélèvements d'échantillons d'eau et de mesures *in situ*, transmission des informations recueillies sur le terrain (cf. article [3.1.1](#) du CCTP) ;
- ⇒ Fourniture du flaconnage nécessaire et acheminement des échantillons au laboratoire titulaire (cf. article [3.1.2](#) du CCTP) ;
- ⇒ Réalisation d'analyses physicochimiques sur eau (cf. article [3.1.3](#) du CCTP) ;
- ⇒ Transmission des résultats d'analyses au format EDILABO (cf. article [3.2.11](#) du CCTP) ;
- ⇒ Élaboration d'un rapport établissant le bilan annuel de chaque année d'exécution du marché (cf. article [3.2.3](#) du CCTP et **annexe 8**).

2 - CONTEXTE DU MARCHÉ

2.1 Présentation de l'objet du marché dans son contexte

Ce marché s'inscrit dans le cadre de l'article 8 de la directive européenne 2000/60/CE du 23 octobre 2000 (DCE) qui requiert des états membres l'établissement « de programmes de surveillance de l'état des eaux afin de dresser un tableau cohérent et complet de l'état des eaux au sein de chaque district ».

Ces programmes concernent les cours d'eau, les plans d'eau, les eaux de transition, les eaux côtières, les eaux souterraines, et sont organisés autour de contrôles de surveillance, de contrôles opérationnels, de contrôles d'enquêtes et de contrôles additionnels. Ils permettent de déterminer l'état des eaux de surfaces et des eaux souterraines et de suivre le respect des objectifs environnementaux assignés à ces milieux dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.

Au-delà des objectifs fixés par la DCE, ces programmes ont également pour finalité l'appui à l'action de l'agence et le suivi de certaines zones identifiées en application de réglementations environnementales (directive nitrates, suivi des captages prioritaires, etc.)

2.2 Présentation générale des prestations à réaliser

Le présent marché concerne le prélèvement et l'analyse d'environ 900 stations réparties sur les bassins Rhône-Méditerranée et Corse (leur localisation est donnée en **annexe 2**). Les fréquences d'échantillonnage peuvent varier, suivant les stations de suivi, d'un prélèvement bimestriel à un prélèvement annuel. Dans l'ensemble, les fréquences sont majoritairement trimestrielles ou semestrielles.

Le nombre, la localisation des stations de suivi et la fréquence d'échantillonnage sont donnés à titre indicatif, et ne constituent en aucun cas des éléments contractuels du marché.

Les prélèvements et analyses peuvent, dans certains cas, être commandés indépendamment, notamment pour contribuer à des campagnes d'analyses organisées au niveau national ou européen.

Le titulaire du présent marché s'engage donc à pouvoir effectuer des prélèvements à destination d'un autre laboratoire en respectant les consignes de celui-ci, ainsi qu'à analyser des échantillons non prélevés par ses soins.

Dans les deux cas, le flaconnage est fourni par le laboratoire chargé des analyses. L'envoi du flaconnage aux préleveurs et le retour des échantillons au laboratoire sont à la charge du laboratoire qui réalisera les analyses.

A la demande de l'agence (cf. article [3.1.2.6](#)), les préleveurs doivent suivre une formation si les consignes du laboratoire tiers le nécessitent (voir bordereau de prix unitaires).

Le titulaire est chargé, dans le cadre du programme analytique fixé par l'agence (cf. article [3.2.8.1](#)), de :

- ⇒ préparer et conditionner (lavage, conservateurs éventuels...) les différents flacons destinés à recueillir les échantillons à analyser puis les fournir aux équipes de préleveurs (cf. article [3.1.2.1](#)) ;
- ⇒ organiser les campagnes de prélèvements (cf. article [3.1.1.2](#)) puis réaliser ces prélèvements sur le terrain en cohérence avec les prescriptions techniques décrites à l'article [3.1.1.4](#) ;
- ⇒ réaliser sur site des mesures physicochimiques (cf. article [3.1.1.3](#)) ;
- ⇒ remonter les observations de terrain liées aux conditions de prélèvement (cf. article [3.1.1.5](#)) selon les spécifications définies à l'article [3.2.4](#) ;
- ⇒ fournir la liste des prestations de prélèvement « non réalisé » suivant les modalités définies à l'article [3.1.1.6](#) ;
- ⇒ acheminer les échantillons à analyser au laboratoire d'analyses, conformément à l'article [3.1.2](#) ;
- ⇒ effectuer les analyses prévues dans le programme analytique (cf. article [3.1.3](#)) ;
- ⇒ transmettre les résultats d'analyses à l'agence dans les conditions définies à l'article [3.2.8.2](#) et dans les délais impartis (cf. article [3.2.10](#)) ;
- ⇒ fournir l'ensemble des mises à jour à effectuer sur les fiches descriptives des stations de suivi dans les conditions définies à l'article [3.1.1.8](#) et dans les délais impartis (cf. article [3.2.6](#)) ;
- ⇒ à la demande de l'agence (cf. article [3.1.1.9](#)), participer à des réunions pour échanger sur les difficultés liées aux prestations de prélèvements (mise à jour des fiches descriptives des stations, retours sur les audits de terrain...)
- ⇒ réaliser un bilan annuel portant sur les différentes prestations du marché (prélèvements, analyses, transfert de données, réponses aux demandes de confirmation de résultats, etc.) définies à l'article [3.2.3](#) et **annexe 8**.

3 - DESCRIPTION DU BESOIN

3.1 Description détaillée des prestations

3.1.1 Prestations de prélèvements

3.1.1.1 Dispositions générales

Le titulaire du marché s'engage à remplir sa mission à l'aide d'un personnel **qualifié et habilité**, tant en ce qui concerne l'échantillonnage lui-même que les mesures des paramètres physicochimiques sur site. Au plus tard lors de la réunion de démarrage du marché, il fournit la liste à jour des préleveurs qui vont intervenir sur le marché ainsi que leurs CV ou équivalent et leurs habilitations. Au fur et à mesure de l'exécution du marché, ces documents doivent être fournis pour tout nouveau préleveur et ce, en amont de son intervention sur le marché.

Le titulaire s'assure que les préleveurs ont pris connaissance et assimilé les éléments du CCTP relatifs aux prélèvements. Lors de la réunion de démarrage du présent marché, le titulaire apporte la preuve de la lecture du présent CCTP par l'ensemble des préleveurs (attestation de lecture en **annexe 7**). Une attestation de lecture doit également être fournie pour tout nouvel intervenant chargé de réaliser des prélèvements dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire prend toutes les dispositions pour assurer la représentativité et l'intégrité des échantillons réalisés depuis l'extraction du milieu souterrain jusqu'au laboratoire d'analyses.

La coordination entre le préleveur et le laboratoire relève de la responsabilité du titulaire du marché.

Pour les prestations de prélèvement, un **coordinateur est désigné par le titulaire**. Il est :

- ⇒ chargé de l'organisation des campagnes de prélèvements ;
- ⇒ chargé de la fourniture et du suivi du matériel (pompes, sonde de mesure, etc.)
- ⇒ chargé de la formation, du suivi et du contrôle ainsi que du contrôle qualité des prélèvements qu'ils soient réalisés directement par le titulaire ou par un cotraitant ou un sous-traitant ;
- ⇒ chargé de l'organisation des campagnes de blancs de terrain ;
- ⇒ responsable de la remontée des informations de terrain (y compris la mise à jour des fiches descriptives des stations) ;
- ⇒ l'interlocuteur privilégié de l'agence sur ces prestations.

Ainsi, ces prestations seront réalisées dans le respect des prescriptions des documents de référence AFNOR suivants :

- ⇒ la norme NF EN ISO 5667-3 « Qualité de l'eau – Échantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau » (juin 2018) ;
- ⇒ les guides FD T90-523-3 « Qualité de l'Eau – Guide d'échantillonnage pour le suivi qualité des eaux dans l'environnement – Échantillonnage d'eau souterraine » (septembre 2022) et FD X31-615 « Qualité du sol – Méthode de détection et de caractérisation des pollutions – Prélèvements et échantillonnage des eaux souterraines dans un forage » (décembre 2000).

Par ailleurs, les consignes de sécurité et d'hygiène appropriées (cf. article [3.3](#)) doivent être respectées.

Dans le cas où un prélèvement ne peut pas être effectué après déplacement sur site, à la suite d'un événement imprévisible dû à des causes extérieures, l'agence paie au titulaire le déplacement seul, en application du bordereau des prix unitaires.

Le paiement de cette prestation est conditionné par :

- Le renseignement du formulaire des prélèvements non faits (cf. article [3.2.5](#)) ;
- Le rendu sous EDILABO de la date de constatation de l'impossibilité de prélever et de commentaires sur le prélèvement (balise <commentairesPrel>) dès que ceux-ci peuvent justifier l'impossibilité de réaliser la prestation de prélèvement (assecs, problèmes d'accès...).

Les demandes de prestations de prélèvements et mesures *in situ* sont transmises par l'agence exclusivement au format EDILABO (cf. article [3.2.8.1](#)). Les résultats sont transmis exclusivement au format EDILABO (cf. article [3.2.8.2](#)).

Les différentes prestations doivent être réalisées dans les délais stipulés à l'article [3.2.10](#).

Le titulaire s'engage, chaque début d'année d'exécution (en cas de reconduction), à faire valider par l'agence le contenu de la fiche de prélèvement (format papier ou électronique) qu'il met en place pour la réalisation des prélèvements et le recueil des mesures et observations de terrain (cf. article [3.1.1.5](#)).

3.1.1.2 Préparation des campagnes de prélèvements

Les demandes de prestations de prélèvement au format EDILABO précisant les stations de suivi à prélever et les périodes prévisionnelles de prélèvement, ainsi que les fiches descriptives des stations (cf. modèle donné en **annexe 3**) sont fournies par l'agence au titulaire au minimum un mois avant l'engagement des prestations. Les fiches descriptives des stations sont à disposition du titulaire sur une plateforme mise à disposition par l'agence.

Les opérations d'échantillonnage sont regroupées en campagnes de mesures. Une campagne de mesures comprend l'ensemble des échantillonnages sur une période de 1 mois maximum. Les campagnes sont établies suivant les demandes EDILABO de l'agence et organisées par masse d'eau souterraine de façon à prélever celle-ci dans le laps de temps le plus court.

Le planning d'intervention est renseigné par le titulaire suivant trois modalités (la nature des fichiers et/ou agendas partagés sera précisé en début de marché) :

- Dans un premier temps, au travers d'un fichier ou d'un agenda partagé sur internet, un planning prévisionnel annuel du programme de prélèvements (semaines d'intervention) conforme aux demandes EDILABO de l'agence. Ce planning prévisionnel doit être respecté afin de conserver une même fréquence d'échantillonnage sur toute la période considérée. Toute modification de ce planning prévisionnel doit être préalablement validée par l'agence.
- Dans un deuxième temps, le titulaire met à disposition de l'agence, au travers d'un fichier ou d'un agenda partagé sur internet, au maximum le 20 du mois M-1, un planning prévisionnel mensuel (jours d'intervention) destiné à permettre la coordination des prélèvements entre l'agence, les ARS, les DDT...
- Puis, dans un troisième temps, le titulaire met à disposition de l'agence, au travers d'un agenda partagé sur internet (cf. article [3.2.12](#)), un planning détaillé (jour/heure d'intervention) mis à jour en temps réel du programme de prélèvements.

Pour information :

- La fréquence d'échantillonnage est fonction du système aquifère considéré et du type de contrôle à réaliser. Elle est en général de 2 ou 4 fois par an suivant les stations, avec au minimum une campagne en basses eaux et une campagne en hautes eaux. Cette fréquence peut augmenter et devenir bimestrielle pour un certain nombre de stations au droit d'aquifères à circulation rapide (karsts notamment). Elle peut également être inférieure pour les stations au droit d'aquifères à caractère captif (1 campagne par an) ;
- Les sites de prélèvement (stations de suivi) sont en majorité des ouvrages destinés à l'alimentation en eau potable (plus de 60 % des stations de suivi à ce jour). Cependant, d'autres types de stations de suivi peuvent également faire l'objet de prélèvements tels que des sources, des ouvrages domestiques, industriels ou d'irrigation (piézomètres, forages, puits).

Le titulaire se charge des contacts nécessaires avec le propriétaire ou l'exploitant de la station de suivi pour l'accès au lieu de prélèvement lors de chaque campagne (renseignements nécessaires fournis par l'agence dans les fiches descriptives des stations). A titre indicatif, ces prises de contact sont nécessaires pour plus de 80 % des stations de suivi eaux souterraines.

En cas d'analyses par un laboratoire tiers (cf. article [3.1.2.6](#)), le titulaire doit se rapprocher du laboratoire tiers pour obtenir le flaconnage et les recommandations d'échantillonnage (conditions de remplissage, de conservation des échantillons et les modalités pour leur rapatriement). L'envoi du flaconnage au préleveur et le retour des échantillons au laboratoire sont à la charge du laboratoire tiers.

En cas de prélèvement par un tiers, le titulaire veille à respecter les dates d'envoi des glacières, ces dates étant fournies préalablement par le prestataire chargé des prélèvements. Par ailleurs, si ce dernier en fait la demande, le titulaire s'engage à fournir des jeux de flaconnage de secours en début de campagne.

3.1.1.3 Mesures de terrain et paramètres environnementaux

Chaque opération de prélèvement donne lieu à l'analyse de paramètres *in situ*. Le titulaire dispose de procédures de vérification et d'étalonnage pour l'ensemble des appareillages de terrain. Ces procédures doivent être accessibles aux équipes de préleveurs sur le terrain.

Les instruments pour les mesures des paramètres physicochimiques sur site ou *in situ* sont raccordés à des étalons nationaux :

- Température de l'eau : le raccordement aux étalons nationaux est démontré par la détention d'un thermomètre ou d'une sonde étalonnée par un organisme accrédité « COFRAC étalonnage », et l'existence d'une procédure de raccordement des instruments de mesure de la température à cet étalon ;
- pH et conductivité (NF EN ISO 10523 et NF EN 27888) : le raccordement est assuré :
 - par l'existence d'une procédure d'étalonnage des instruments de mesure du pH et de la conductivité aux solutions étalon raccordées et ;
 - par la mise à disposition des préleveurs sur le terrain, de solutions étalons pH et conductivité comportant un certificat d'étalonnage (solutions étalons en sachet à usage unique).
- Oxygène dissous (NF EN 25814 et NF ISO 17289) : l'appareil de mesure de l'oxygène dissous doit faire l'objet de vérification de sa capacité à « descendre à zéro » et de sa capacité à mesurer 100 % de taux de saturation.

- Turbidité (NF EN ISO 7027-1) : l'étalonnage doit être réalisé au moyen d'étalons de formazine adaptés aux appareils portables (de préférence scellés) ou au moyen d'étalons secondaires non toxiques pour les sondes multi-paramètres. Dans ce dernier cas, le raccordement de ces étalons secondaires à la formazine doit être démontré.

Les instruments de mesure nécessitant un calibrage doivent être étalonnés *a minima* une fois par semaine et vérifiés *a minima* en début de journée d'échantillonnage. L'ensemble de ces contrôles doit être enregistré. Ces vérifications permettent de maîtriser une dérive éventuelle des appareils au cours du temps.

Les équipes de préleveurs doivent prévoir des sondes de rechange en nombre suffisant en cas d'incident de fonctionnement ou de casse. Elles doivent être conditionnées et étalonnées avant utilisation.

Les résultats de ces opérations (contrôle métrologique des appareils de terrain, gestion des solutions d'étalonnage) doivent être enregistrés, conservés et tenus à disposition de l'agence.

Les paramètres in situ demandés sont les suivants :

Nom du paramètre	Code SANDRE	Unité	Code Unité
Température de l'eau	1301	°C	27
pH	1302	Unité pH	264
Conductivité à 25°C	1303	µS/cm	147
Potentiel d'oxydoréduction (EH)	1330	mV H+/H2	476
Oxygène dissous	1311	mg(O2)/L	175
Taux de saturation en O ₂	1312	%	243
Turbidité	1295	NFU	232

La mesure par rapport au sol du niveau piézométrique de la nappe à l'aide d'une sonde électrique (mesure environnementale) peut par ailleurs être commandée spécifiquement :

Nom du paramètre	Code SANDRE	Unité	Code Unité
Profondeur du niveau piézométrique	1689	m	111

Pour les captages destinés à l'alimentation en eau potable (AEP), l'échantillonnage doit être effectué à l'amont de tout traitement. En cas d'impossibilité (chloration à la crépine), l'échantillonnage se fait après l'arrêt de ces traitements pendant une durée suffisante pour ne pas interférer avec les analyses et une mesure du chlore total est demandée :

Nom du paramètre	Code SANDRE	Unité	Code Unité
Chlore total*	1399	mg(Cl2)/L	165

*Uniquement si chloration à la crépine.

La mesure de Chlore total est également demandée en cas d'incertitude sur la présence d'un traitement, par exemple, lorsque la mesure de potentiel d'oxydoréduction (EH) sur le terrain est supérieure à 500 mV H+/H2.

Cette mesure a pour finalité d'éviter des erreurs lors de l'interprétation des résultats. En cas d'impossibilité de prélever de l'eau brute, le prélèvement d'eau chlorée doit faire l'objet d'une attention particulière dans le rendu des résultats d'analyses concernant les paramètres sensibles au chlore (en particulier les trihalométhanes).

Tous ces paramètres sont demandés par l'agence et rendus à l'agence au format EDILABO uniquement.

Les coordonnées du lieu prélèvement sont relevées puis transmises à l'agence en Lambert 93 au format EDILABO via les balises <CoordXPrel>, <CoordYPrel> et <ProjLocalPrelevement> (le code élément 26 est le code à renseigner pour une projection en Lambert 93). La prise de ces coordonnées concerne le lieu de réalisation du prélèvement et non le parking où se sont garés les préleveurs. Dans le cas où l'équipe de prélèvement est dans l'impossibilité de relever les coordonnées de localisation, les causes sont reportées dans la balise <commentairesPrel> du fichier xml EDILABO.

L'heure de prélèvement est l'heure de mesure des paramètres *in situ*, arrondie à la dizaine de minute.

La température de l'eau, le pH et la concentration en oxygène sont rendus avec le nombre de décimales compatible avec un rendu des résultats sous accréditation.

Le taux de saturation en oxygène est rendu sans décimale.

3.1.1.4 L'opération de prélèvement

a. Cas général

Les prélèvements sont réalisés aux endroits indiqués par les fiches descriptives des stations de suivi dont un modèle est présenté en **annexe 3**. Pour chacune des campagnes de prélèvements, les équipes de prélèvement doivent toujours disposer avec elles des fiches descriptives à jour des stations qu'elles échantillonnent.

Sur les stations de suivi, le titulaire doit s'assurer de prélever une eau brute non traitée, la plus représentative de la ressource captée. Pour les captages AEP, les prélèvements doivent donc être effectués à l'amont des traitements de chloration ou après l'arrêt de ces derniers pendant une durée suffisante pour ne pas interférer avec les analyses.

Les équipes de préleveurs doivent prendre toutes les dispositions pour s'assurer que le prélèvement est réalisé au bon endroit (utilisation d'un GPS, exploitation des photos mises à disposition, lecture rigoureuse des observations inscrites sur les fiches descriptives de stations...).

Le prélèvement est donc réalisé invariablement au même lieu. En cas de difficulté empêchant le prélèvement dans le respect des exigences du présent CCTP, un changement de lieu intervient après accord entre les parties.

b. Les différents types de stations de prélèvements sont les suivants :

- ⇒ Les sources : le prélèvement est effectué directement au fil de l'eau et au plus près de l'émergence, en évitant toute perturbation de l'échantillon. Ce type de prélèvement pouvant être assimilable à un prélèvement en cours d'eau, il est effectué en se référant au guide FD T 90-523-1 « Qualité de l'eau - Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement - Partie 1 : prélèvement d'eau superficielle ».
- ⇒ Les ouvrages régulièrement utilisés : le prélèvement est effectué après un fonctionnement de 10 à 30 minutes de la pompe, selon le débit d'exploitation quotidien ;

- s'il existe un piquage directement sur la colonne d'exhaure, l'échantillonnage peut être réalisé sans purge de nettoyage, s'il s'agit d'un robinet dans un local technique, il faut laisser couler l'eau une dizaine de minutes avant la prise d'échantillon. En outre, les équipes de préleveurs doivent être particulièrement attentives à la position de ce piquage. Ce dernier doit être en amont de la chloration ou tout autre traitement.
- si le captage n'autorise pas un prélèvement ailleurs que dans l'ouvrage lui-même, le préleveur doit installer une pompe de type twister fournie par lui-même pour l'échantillonnage à un niveau égal au tiers inférieur de la colonne d'eau dans l'ouvrage ou au droit des arrivées d'eau si celles-ci sont connues. Le rabattement maximal ne doit pas dépasser le tiers de la colonne d'eau.

⇒ Les ouvrages non ou peu utilisés : le prélèvement est réalisé après une purge d'au minimum 3 fois le volume d'eau libre de l'ouvrage (diamètre et hauteur mouillée fournie dans la fiche descriptive de la station) et après stabilisation de la température, du pH et de la conductivité ($\pm 5\%$). Ces paramètres sont mesurés en continu :

- s'il s'agit d'un ouvrage avec une pompe à demeure, les équipes de prélèvement du titulaire peuvent utiliser les pompes en place ;
- s'il s'agit d'un ouvrage sans pompe à demeure, les équipes de prélèvement du titulaire doivent :
 - ✓ vérifier le diamètre, la profondeur du niveau piézométrique, la profondeur de l'ouvrage. Elles en déduisent la hauteur et le volume de la colonne d'eau, donc la profondeur d'immersion et le nombre de m³ à évacuer ;
 - ✓ choisir alors la pompe à utiliser (fonction du débit pour cette hauteur manométrique) pour assurer un temps de purge inférieur à 2 heures. Si les contraintes de forage (diamètre, profondeur, hauteur d'eau) conduisent à un temps de purge supérieur à 2 heures, elles peuvent alors se contenter de suivre en continu le pH, la conductivité, l'oxygène dissous et la température, et prélever lors de la stabilisation de ces paramètres ;
 - ✓ à intervalles réguliers, mesurer le niveau piézométrique dynamique. Si celui-ci est trop bas (1/3 de la colonne d'eau), elles réduisent le débit de pompage et allongent la durée.

Note : la logistique à mettre en place sur les ouvrages sans pompe à demeure peut nécessiter la présence de deux personnes sur le terrain, en particulier lorsque la purge d'eau demande l'utilisation de groupe électrogène, de pompes « gros volume » etc.

c. Constitution de l'échantillon

L'opérateur veille à protéger l'échantillon de toutes sources de contamination.

Préalablement à la prise d'échantillon, les flacons doivent être rincés 3 fois avec l'eau à analyser sauf contre-indication du laboratoire.

Le conditionnement des échantillons doit être réalisé si possible loin de toute source de contamination (gaz d'échappement de voiture, cigarette, vapoteuse, réseau routier, échappement d'un groupe électrogène, ou autre source de contamination potentielle...).

Le port de gants « nitriles » à usage unique est recommandé en cas de contact des mains avec l'eau prélevée. Il réduit le risque de contamination des échantillons par l'opérateur notamment dans le cas de tabagisme ou vapotage, d'utilisation de soins corporels (solution hydro-alcoolique, muscs et conservateurs présents dans des crèmes hydratantes, des crèmes solaires, des crèmes à raser, des gels douche...) ou de soins pharmaceutiques (crèmes anti-inflammatoires...) et de l'opérateur par le milieu.

Le remplissage du flaconnage fourni par le laboratoire d'analyses doit être effectué sans matériel intermédiaire. Les flacons doivent être remplis lentement en évitant le barbotage et en respectant les consignes du laboratoire.

Cas des composés volatils. Des précautions particulières sont à mettre en œuvre afin d'éviter la perte par dégazage. L'homogénéisation du volume prélevé est à proscrire. Il convient de remplir lentement le flacon en évitant toute perturbation. Dans tous les cas, respecter les consignes fournies par le laboratoire.

Cas des phtalates, bisphénol A. Les phtalates, bisphénol A sont des composés particulièrement difficiles à analyser en raison des multiples sources de contamination liées à l'utilisation des matériaux en plastique de façon générale. L'opérateur doit donc veiller à limiter au maximum tout contact de l'échantillon avec des matériaux ou matériel pouvant contaminer l'échantillon.

Cas des prélèvements d'échantillons destinés à des analyses de métaux. Les métaux doivent être analysés sur eau filtrée. Il peut être demandé par l'agence au titulaire de procéder à la filtration de l'échantillon sur le terrain (filtre 0.45 µm), puis de l'acidifier.

Lorsque la filtration est demandée au laboratoire, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que l'échantillon soit filtré et ensuite acidifié dès son arrivée au laboratoire. Les dates et heures de filtration de chaque échantillon doivent être enregistrées pour être restituées à l'agence au format EDILABO.

3.1.1.5 Observations de terrain

Le titulaire fournit à l'agence l'ensemble des observations de terrain sous forme de compte-rendu de campagne (cf. article [3.2.4](#)). La nature des observations de terrain peut être variée.

De plus, le titulaire doit impérativement faire remonter à l'agence, via les fichiers de résultats EDILABO (balise <commentairesPrel>), les informations liées aux conditions de prélèvement qui peuvent avoir une influence sur la qualité de l'eau.

3.1.1.6 Suivi des prélèvements « non fait »

Le titulaire fournit à l'agence en temps réel un état des prélèvements non réalisés avec un commentaire permettant de connaître la raison de la non-réalisation et le cas échéant en associant les photos des assecs constatés sur le terrain (cf. article [3.2.5](#)). La remontée de ces informations se fait via un formulaire mis en ligne par l'agence.

3.1.1.7 Reprogrammation des prélèvements non faits

La règle générale est de reprogrammer un prélèvement non fait, par exemple dans le cas de rendez-vous non honoré par un propriétaire/exploitant d'une station de suivi. Cette reprogrammation doit être réalisée **sous 15 jours calendaires maximum**, de manière à perturber le moins possible les fréquences de prélèvement. De plus, sauf accord de l'agence, il ne faut pas reprogrammer un prélèvement de l'année n sur l'année n+1.

Quelques exceptions à cette règle : les prélèvements non faits pour cause d'assec, de station inaccessible en raison de travaux, de neige, de crue (...) ne sont pas à reprogrammer.

Des prélèvements non faits pour des raisons internes au titulaire, au co-traitant ou au sous-traitant (préleveurs malades, absents ou pas disponibles ; panne de véhicule ou de matériel...) doivent être systématiquement reprogrammés.

3.1.1.8 Mise à jour des fiches descriptives des stations de suivi

Dans les comptes rendus des campagnes de prélèvements, le titulaire indique les fiches descriptives des stations qui doivent être mises à jour.

Il fournit par ailleurs à l'agence l'ensemble des mises à jour à effectuer sur les fiches descriptives des stations de suivi (cf. article [3.2.6](#)). La remontée de ces informations se fait via un formulaire mis en ligne par l'agence de l'eau.

3.1.1.9 Réunion avec les équipes de prélèvements

A la demande de l'agence, le coordinateur des équipes de prélèvements et les équipes de prélèvements participent à des réunions organisées par l'agence pour échanger sur les éventuelles difficultés liées aux prestations de prélèvements (mise à jour des fiches descriptives des stations, retours sur les audits de terrain...). Ces réunions sont commandées conformément au bordereau des prix unitaires selon deux modalités possibles : en présentiel au siège de l'agence de l'eau ou en visioconférence.

3.1.1.10 Contrôles qualité

Les opérations d'échantillonnage et les mesures des paramètres physico-chimiques in situ sont sujettes à des sources d'erreurs potentielles. Le titulaire met en place des contrôles qualité adaptés afin de relever d'éventuelles sources d'erreurs :

- Métrologie des instruments de mesure,
- Audits, formations, habilitations,
- Blancs de terrain (cf. article [3.2.7](#))

3.1.2 Conditionnement, conservation et transport des échantillons

Le titulaire met à disposition des équipes de préleveurs le flaconnage vide ainsi que les glacières, blocs eutectiques et systèmes de calage nécessaires au rapatriement des échantillons au laboratoire. Les frais inhérents au transport des flacons vides, ainsi que les frais de rapatriement des échantillons au laboratoire sont également à la charge du laboratoire.

Le titulaire est responsable (excepté cas exposé à l'article [3.1.2.6](#)) :

- ⇒ du choix technique du flaconnage et du matériel de conditionnement ;
- ⇒ de son approvisionnement et de la vérification de l'absence de contamination ;
- ⇒ de la transmission des consignes d'utilisation du flaconnage, de conditionnement et de transport des échantillons.

Dans ce cadre, il garantit la fiabilité des opérations qui sont liées à ces étapes.

3.1.2.1 Flaconnage, consignes

Les flacons, les réactifs et le matériel nécessaires au conditionnement des échantillons sont fournis par le laboratoire aux équipes de prélèvement au minimum 3 semaines avant le début de la campagne d'échantillonnage. Pour cela, les équipes de prélèvements disposent d'un espace de stockage adapté. Ce flaconnage doit être exempt de toute contamination qui empêcherait le respect des exigences fixées dans le paragraphe relatif aux méthodes d'analyse. Le laboratoire est responsable des procédures nécessaires pour assurer que le matériel fourni est exempt de contamination (nettoyage, réalisation régulière de blancs de flaconnage, réactifs, matériel...).

Pour éviter les risques de casse des flacons, les équipes de préleveurs utilisent les systèmes de calage qui leur ont été préalablement fournis en quantités suffisantes par le laboratoire en même temps que la glacière et les blocs eutectiques.

Les consignes liées au flaconnage (nature, volume, remplissage, maniement), au conditionnement (réactifs, consignes particulières de rinçage des flacons notamment...), aux conditions de transport sont de la responsabilité du titulaire et sont fournies aux équipes de préleveurs au minimum 3 semaines avant le début de la campagne de prélèvement. Les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3 constituent la base de ces consignes. Le titulaire est notamment responsable des consignes de rinçage ou de non-rinçage des flacons sur le terrain.

Le titulaire remet donc aux équipes de préleveurs, qu'elles soient titulaires ou tiers, une note d'information qui fait clairement apparaître :

- ⇒ le contenu de chaque glacière (volume, matériau et affectation de chaque flacon) ;
- ⇒ les consignes inhérentes au maniement et au remplissage des flacons ;
- ⇒ les précautions à prendre pour le conditionnement des échantillons.

Cette note est remise aux équipes de préleveurs à chaque début d'année d'exécution (et à la suite de toute modification de flaconnage ou de consigne). Elle est validée par l'agence chaque début d'année d'exécution (en cas de reconduction), et à chaque fois que des modifications y sont introduites par le titulaire.

3.1.2.2 Etiquetage des flacons

Les échantillons sont identifiés par une étiquette stable et ineffaçable faisant clairement apparaître :

- ⇒ Le code du prélèvement fourni par l'agence ;
- ⇒ Le code national de la station ;
- ⇒ Le nom de la station ;
- ⇒ La date prévisionnelle de début du prélèvement et son délai d'exécution (par exemple : 01/02/2026 - 30 jours).

Le flaconnage nécessaire à l'échantillonnage de chacune des stations est pré-étiqueté par le titulaire avant chaque tournée. Les étiquettes ne doivent ni se décoller, ni se déchirer, ni s'effacer sous l'action de l'eau.

3.1.2.3 Conservation et transport des échantillons

Le titulaire veille à ce que le transport des échantillons, depuis le prélèvement jusqu'à son arrivée au laboratoire, se fasse dans les conditions suivantes :

- ⇒ refroidissement et maintien des échantillons à une température de 5°C (+/- 3°C) ;
- ⇒ maintien des échantillons à l'abri de la lumière ;
- ⇒ acheminement des échantillons au laboratoire en moins de 24 heures à compter de leur prélèvement.

La température interne de l'enceinte du premier prélèvement de la tournée journalière est contrôlée et enregistrée à l'aide d'un enregistreur de type thermo-bouton.

Si un échantillon arrive au laboratoire à une température supérieure à 8°C, le titulaire s'engage à mettre en place les mesures adéquates pour corriger ce problème. De même, si les courbes de températures enregistrées ne montrent pas une diminution de la température ou si elles montrent une quelconque élévation de la température entre le prélèvement et son arrivée au laboratoire, il en recherche les causes et met en place des actions correctives.

3.1.2.4 Réception des échantillons au laboratoire d'analyses

Un contrôle des échantillons est effectué par le titulaire à leur réception au laboratoire lors de l'enregistrement. Ce contrôle porte sur la conformité des références, du nombre de flacons, du délai entre le prélèvement et la réception au laboratoire d'analyses et de la température de l'enceinte frigorifique.

La date et l'heure d'arrivée des différents échantillons, ainsi que leur température doivent être enregistrées pour être restituées à l'agence au format EDILABO en même temps que les résultats d'analyses (cf. article [3.2.8.2](#)).

En cas de non-respect :

- ⇒ du délai entre le prélèvement et la réception au laboratoire d'analyses,
- ⇒ et/ou le suivi de la température de l'enceinte réfrigérée jusqu'à l'arrivée au laboratoire avec le maintien de l'échantillon à une température de 5°C (+/- 3°C)
- ⇒ et/ou de la température à réception (température supérieure à 8°C),

le titulaire avertit l'agence et des actions correctives doivent être immédiatement engagées (que ce soit au sein du laboratoire d'analyses et/ou des équipes de préleveurs). Afin d'éviter que cette situation ne se reproduise, l'efficacité des actions correctives mises en œuvre doit être vérifiée et enregistrée. Ces données peuvent être demandées à tout moment par l'agence.

Les échantillons ou les extraits doivent être conservés au laboratoire à 4°C et à l'abri de la lumière dans l'attente de leur analyse.

3.1.2.5 Fiches prélèvement

Le titulaire remet à chaque équipe de prélèvement une fiche qu'il fait valider à chaque début d'année d'exécution (y compris en cas de reconduction) par l'agence. Cette fiche de prélèvement fait notamment apparaître les éléments suivants, nécessaires au rendu des résultats au format EDILABO :

- ⇒ Le code du prélèvement fourni par l'agence ;
- ⇒ Le code de la station ;
- ⇒ Le nom de la station ;
- ⇒ La date de prélèvement ;
- ⇒ L'heure de prélèvement ;
- ⇒ L'ensemble des paramètres in situ et environnementaux listés à l'article [3.1.1.3](#)
- ⇒ Les coordonnées X et Y relevées sur le terrain.

3.1.2.6 Cas spécifique des prélèvements pour un (des) laboratoire(s) tiers

En l'absence de consignes spécifiques exigées par le ou les laboratoires tiers, les opérations de prélèvements devront être effectuées conformément au présent CCTP.

Dans le cas contraire, le titulaire s'engage à suivre toute formation spécifique relative à ces opérations (cf. article [3.1.4](#)). Ces formations sont dispensées gratuitement. Seuls les déplacements, les repas et éventuels hébergements sont à la charge du titulaire. Ces formations pourront être dispensées hors de la circonscription de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (mais en France métropolitaine). Elles seront commandées conformément au bordereau des prix unitaires, pour compensation des frais de déplacement, de repas, et d'hébergement engagés par le titulaire.

Un prélèvement pourra donner lieu à la composition d'échantillons à destination d'un à plusieurs laboratoires tiers. La (les) glacière(s) correspondante(s) doit (doivent) ensuite être acheminée(s) vers un transporteur qui peut être différent de celui choisi par le titulaire.

Compte tenu de ces contraintes supplémentaires, les tournées de prélèvement devront être adaptées.

La constitution d'échantillons destinés à un laboratoire tiers sera commandée conformément au bordereau des prix unitaires, en sus du prélèvement.

3.1.2.7 Contrôle qualité

Le laboratoire vérifie que les flacons choisis sont compatibles avec l'analyse des paramètres associés. Il s'assure que le matériel fourni est exempt de contamination par la réalisation régulière de blancs de flaconnage par exemple selon la norme AFNOR NF X06-021 (Application de la statistique – Principes du contrôle statistique de lots). Ainsi, le laboratoire vérifie l'absence de polluant dans les contenants.

3.1.3 Prestations d'analyses

3.1.3.1 Dispositions générales

Le titulaire s'assure que l'ensemble du personnel participant aux travaux décrits ci-dessous a pris connaissance des présentes prescriptions techniques.

Le titulaire doit réaliser l'ensemble des opérations avec du personnel qualifié et compétent, conformément à la proposition remise à l'appui de son offre.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations qui lui sont demandées dans le respect des prescriptions des normes de qualité d'analyses AFNOR, CEN ou ISO lorsqu'elles existent et qu'elles respectent les critères de performances demandées dans le CCTP. Une méthode différente de la norme peut être utilisée si le titulaire a démontré (suivant un protocole de validation normalisé reconnu) que les résultats obtenus par cette méthode sont comparables à ceux de la méthode normalisée si elle existe. En l'absence de norme analytique de référence, des méthodes internes validées selon un protocole normalisé sont appliquées.

Pour ces prestations d'analyses, le titulaire désigne la personne en charge de suivre les analyses du présent marché et de répondre à toutes questions techniques de l'agence sur ce sujet :

- ⇒ de répondre aux questions de compréhension sur le rendu des résultats ;
- ⇒ de répondre aux demandes de confirmation de résultats ;
- ⇒ d'informer l'agence en cas de modification dans le rendu des paramètres (modifications de LQ, méthode, incertitudes, etc.)
- ⇒ d'apporter des précisions sur les formes recherchées de certaines molécules et/ou les méthodes d'analyses mises en œuvre. Peuvent être cités pour exemples quelques sujets de questions posées par le passé : le cas des énantiomères (Métolachlore et S-Métolachlore...), le cas des paramètres calculés (Fosétyl et Fosétyl-Al...).

Les échantillons doivent être pris en charge par le titulaire dans un délai de 24 heures après la date et l'heure de prélèvement des échantillons.

Les demandes de prestations analytiques sont transmises par l'agence exclusivement au format EDILABO. Les résultats sont également transmis exclusivement au format EDILABO (article [3.2.8.2](#)).

3.1.3.2 Programme d'analyses

Les éléments à analyser sont regroupés en 7 groupes de paramètres (cf. **annexe 4** et **annexe 5** pour l'aide au remplissage) :

- ⇒ 6 groupes de paramètres physicochimiques classiques et bactériologiques (G1 à G6).
- ⇒ 1 groupe de micropolluants organiques et minéraux (G7).

Le groupe G7 comprend 4 types de paramètres :

- ⇒ des paramètres prioritaires, exigés par l'agence (ceux issus des textes réglementaires adoptés ou en projet) ;
- ⇒ des paramètres recommandés (ceux pour lesquels l'agence souhaite des résultats) ;
- ⇒ des paramètres complémentaires, déterminés par le titulaire conformément à la proposition remise à l'appui de son offre. Ces paramètres complémentaires sont ceux que le titulaire est

capable d'identifier et quantifier avec les méthodes analytiques mises en œuvre pour la détermination des paramètres prioritaires et recommandés dans le cadre du présent marché ;

- ⇒ des paramètres supplémentaires, également déterminés par le titulaire conformément à la proposition remise à l'appui de son offre. Ces paramètres sont ceux que le titulaire est capable d'identifier et quantifier par l'ensemble des autres méthodes analytiques qu'il est capable de mettre en œuvre (« catalogue » du titulaire).

Ces paramètres **complémentaires** et **supplémentaires** sont ceux ajoutés à l'**annexe 4** suivant les modalités demandées dans le Règlement de la Consultation et qui ont été remis par le titulaire à l'appui de son offre. Ils sont contractuels et le titulaire est tenu de les analyser.

Une **famille tarifaire** est ainsi affectée à chaque paramètre selon la technique analytique mise en œuvre. A chaque famille tarifaire correspond un prix unitaire du bordereau des prix unitaires.

Une famille tarifaire peut ainsi comprendre des paramètres **prioritaires** et/ou **recommandés** et/ou **complémentaires**, ou bien uniquement des paramètres **supplémentaires**.

En effet, les paramètres **supplémentaires**, par définition, ne peuvent pas être inclus dans une famille tarifaire comportant des paramètres prioritaires, recommandés ou complémentaires.

Pour les paramètres des groupes G1 à G6, ainsi que pour les paramètres **prioritaires** et **recommandés** du groupe G7, la fraction d'analyse et l'unité sont fixées par l'agence. Pour les paramètres **complémentaires** et **supplémentaires**, l'unité et la fraction sont renseignées par le titulaire, conformément à la proposition remise à l'appui de son offre.

Chaque groupe (pour les groupes G1 à G6) ou famille tarifaire (pour le groupe G7) peut être commandé indépendamment (émission d'un bon de commande, en application du bordereau des prix unitaires).

Le tableau constituant l'**annexe 4** précise, pour chaque paramètre :

- ⇒ le support à analyser ;
- ⇒ la fraction du support à analyser ;
- ⇒ le type de paramètre (« prioritaire » ou « recommandé ») ;
- ⇒ la limite de quantification cible souhaitée ;
- ⇒ l'unité dans laquelle est exprimée la limite de quantification cible souhaitée.

Pour l'exécution des analyses, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des éléments contenus dans l'**annexe 4**, qu'ils soient pré-remplis par l'agence ou complétés par ses soins. L'**annexe 4** au présent CCTP telle que complétée par le titulaire dans la proposition remise à l'appui de son offre est donc, au même titre que les autres annexes, contractuelle et s'applique au présent marché.

3.1.3.3 Les méthodes d'analyses

Pour les substances chimiques, les limites de quantification doivent respecter la version en vigueur de l'avis relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques en application de la version en vigueur de l'arrêté portant sur les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.¹

¹ A la date de rédaction du présent CCTP : Arrêté du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement - Avis du

Afin de garantir la qualité des données de mesure, le titulaire s'engage à réaliser les analyses dans le respect des prescriptions des normes AFNOR, CEN ou ISO lorsqu'elles existent, et à ce qu'elles répondent aux performances analytiques demandées par l'agence.

Les méthodes d'analyse utilisées par le titulaire doivent être (par ordre décroissant de priorité) :

- ⇒ des méthodes pour lesquelles le titulaire est agréé ;
- ⇒ des méthodes pour lesquelles le titulaire est accrédité selon le référentiel NF EN ISO 17025 (ou référentiel équivalent – l'équivalence devra être précisément argumentée dans l'offre si cette option est choisie) ;
- ⇒ en l'absence d'accréditation, des méthodes validées pour le domaine d'application considéré (matrice et gamme de concentration) suivant les exigences de la norme NF EN ISO 17025 (ou référentiel équivalent – l'équivalence devra être précisément argumentée dans l'offre). Le référentiel technique de caractérisation de performances des méthodes d'analyse des eaux est la norme NF T 90-210 (2018 ou plus récente). Les incertitudes devront être établies suivant la norme NF ISO 113522.

Durant la durée du marché (y compris les reconductions éventuelles), et pour chaque substance, le titulaire garantit la validité des méthodes utilisées, ainsi que l'incertitude et la limite de quantification spécifiées dans son offre (**annexe 4 complétée**).

Le titulaire justifie dans un document synthétique les performances des méthodes proposées. Il précise sa politique quant à la correction des résultats par le rendement d'extraction et les blancs.

Le titulaire tient à disposition de l'agence la justification des méthodes utilisées pour tout ou partie des résultats. Leur traçabilité documentaire devra donc être assurée.

Pour les cas particuliers des co-élutions et plus généralement de paramètres dont le résultat d'analyse est calculé³ (exemples : Xylène-meta et xylène-para...), une notice technique décrit, pour chacun de ces paramètres, les techniques analytiques mises en œuvre et les modalités de rendu des résultats. Cette notice est intégrée à l'offre technique du titulaire remise à l'appui de son offre.

3.1.3.4 Evolution des méthodes d'analyses

Le laboratoire informe l'agence, dès que possible, de toutes les éventuelles modifications de méthodes d'analyses à prendre en compte pour l'année suivante. Après acceptation de l'agence, la liste de paramètres annexée au CCTP fait l'objet d'une mise à jour sur les caractéristiques de la nouvelle méthode (LQ, incertitudes, accréditation, etc.). En aucun cas, les changements de méthodes ne sont à l'origine d'une augmentation de prix ou d'une dégradation de la qualité de résultat de l'analyse.

Au moins une fois par année, le titulaire s'engage à vérifier expérimentalement qu'il respecte toujours les performances analytiques déclarées en termes de limites de quantification, de niveaux d'incertitude, de rendement d'extraction et de blancs de méthode (vérification sur échantillon naturel avec mise en œuvre de

19 octobre 2019 relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques NOR : TREL1924024V.

² NF ISO 11352:2012 : Qualité de l'eau - Estimation de l'incertitude de mesure basée sur des données de validation et de contrôle qualité.

³ Ne concernent pas le cas des sommes arithmétiques.

l'ensemble de la méthode d'analyse, vérification des rendements...). En cas de modification de ces performances, le laboratoire en charge des analyses informe l'agence. Dans le cas où une ou des limites de quantification sont exceptionnellement relevées, le laboratoire fournit un argumentaire analytique détaillé concernant les raisons de ces augmentations (chromatogrammes, composition chimique de l'eau à préciser, type d'interférences ...).

3.1.4 Formations/habilitations des équipes de prélèvement

A la demande de l'agence, les équipes de prélèvement peuvent être amenées à suivre des formations, telles :

- ⇒ des essais d'intercomparaison sur l'échantillonnage ;
- ⇒ des journées techniques ;
- ⇒ des formations dispensées pour la réalisation de prélèvements pour un laboratoire tiers si les consignes de celui-ci le nécessitent.

Ces formations sont dispensées gratuitement. Seuls les déplacements, les repas et éventuels hébergements sont à la charge du titulaire. Ces formations pourront être dispensées hors de la circonscription de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (mais en France métropolitaine). Elles seront commandées conformément au bordereau des prix unitaires, pour compensation des frais de déplacement, de repas et d'hébergement engagés par le titulaire.

D'autre part, l'accès à certains sites de prélèvement peut être conditionné par l'habilitation professionnelle des préleveurs :

- ⇒ habilitation « risque chimique 2 » pour les stations de suivi situées sur des sites chimiques industriels ;
- ⇒ habilitation « travail en milieu confiné » pour certains ouvrages d'eau potable.

Ces habilitations professionnelles seront commandées conformément au bordereau des prix unitaires.

3.2 Conditions et délais d'exécution

3.2.1 Lieu d'exécution

Le présent marché se déroule dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse.

3.2.2 Réunion

Pour la première année d'exécution, une réunion de démarrage a lieu dans les locaux de l'agence de l'eau à Lyon (2-4 allée de Lodz 69363 LYON cedex 07), à l'initiative de l'agence de l'eau, dès la notification du marché. Le titulaire du marché avec ses éventuels sous-traitants et/ou co-traitants participent à cette réunion.

Chaque année d'exécution (en cas de reconduction), deux réunions sont organisées :

- ⇒ la 1^{ère} au mois de novembre, dans les locaux de l'agence à Lyon ou en visio en fonction du besoin, pour présenter le programme de l'année suivante (mêmes participants) ;

⇒ la 2nde au mois d'avril dans les locaux de l'agence à Lyon afin d'échanger sur le bilan de l'année N-1 sur la base du rapport annuel préparé par le titulaire (article [3.2.3](#))

L'ordre du jour est communiqué au titulaire au moins quinze jours calendaires avant le jour de la réunion.

3.2.3 Bilan de l'année N-1

Le titulaire réalise un rapport annuel faisant le bilan de l'année N-1. Il est commandé par l'agence en application du bordereau des prix unitaires. Il est présenté à l'agence au mois d'avril et lui est transmis au plus tard 15 jours calendaires avant le début de la réunion. Ce rapport retrace les événements de l'année écoulée concernant les prélèvements et les analyses. Il présente entre autres, les difficultés rencontrées, les actions entreprises pour effectuer les prestations dans les meilleures conditions, la vérification des données, les nouveautés, etc...

Les informations à faire apparaître *a minima* dans le rapport annuel sont listées en **annexe 8**.

3.2.4 Compte rendus des campagnes de prélèvements

Dans un délai de 2 semaines maximum à l'issue de chaque semaine de prélèvement, le titulaire remet à l'agence un tableau faisant apparaître de façon synthétique l'ensemble des prélèvements de la campagne, avec pour chacun d'entre eux :

- ⇒ le code de la station ;
- ⇒ le nom de la station ;
- ⇒ le code du prélèvement ;
- ⇒ la date et l'heure de prélèvement ;
- ⇒ si le prélèvement a été effectué ou non ;
- ⇒ la raison pour laquelle le prélèvement n'a pas été effectué : cas de sources à sec, de niveau d'eau trop bas pour prélever, de problèmes d'accessibilité du lieu de prélèvement (problème dans la prise de rendez-vous, travaux sur la station de pompage...) ou de problèmes techniques (pompe en panne par exemple)... Pour les assecs, le titulaire doit fournir une photo sous forme de fichier au format TIF, libellé avec le code BSS de la station concernée
- ⇒ la modification éventuelle des conditions de réalisation du prélèvement (la raison de cette modification, le changement éventuel de type de prélèvement) ;
- ⇒ des commentaires généraux et/ou particuliers, tout événement inhabituel au moment du prélèvement pouvant avoir une incidence sur les résultats d'analyses ;
- ⇒ les observations de terrain (article [3.1.1.5](#)) ;
- ⇒ une mention (oui/non) sur le besoin de mettre à jour les fiches descriptives des stations

Chaque année d'exécution, en cas de reconduction, le titulaire s'engage à faire valider par l'agence le modèle de tableau qu'il envisage de lui remettre.

3.2.5 Bilan des prélèvements « non fait »

Dans un délai de 2 semaines maximum à l'issue de chaque semaine de prélèvement, le titulaire saisit en ligne, via un formulaire mis à disposition par l'agence, la liste des prélèvements non réalisés (raisons, photos, etc.). Si le prélèvement non fait a donné lieu à un déplacement, celui-ci doit être clairement indiqué dans le formulaire.

3.2.6 Remontée des mises à jour sur les fiches descriptives des stations

Dans un délai de 2 semaines maximum à l'issue de chaque semaine de prélèvement, le titulaire saisit en ligne, via un formulaire mis à disposition par l'agence, les modifications à apporter aux fiches descriptives des stations (coordonnées, accès, conditions de prélèvement, photos, etc.) pour que l'agence puisse les corriger.

3.2.7 Réalisation de blancs de terrain, blancs de systèmes de prélèvement et blancs de filtration

Le titulaire réalise (tous préleveurs confondus), des blancs de « terrain » suivant la norme FD T90-524 « Contrôle qualité échantillonnage et conservation » dans sa version actualisée au moment de sa réalisation. Ce document définit les différents blancs de « terrain » (blanc de terrain *stricto sensu*, blanc de système de prélèvement, blanc de filtration) et décrit les protocoles.

Les résultats de ces blancs sont communiqués à l'agence dans un délai maximum de 60 jours calendaires après en avoir reçu la demande de la part de l'agence.

Les blancs « terrain » doivent être réalisés dans les mêmes conditions que celles appliquées aux échantillons. Une attention particulière doit être portée à la réalisation de filtration sur site. L'ensemble des matériels et des consommables utilisés pour réaliser les filtrations devra être l'objet de contrôle qualité (blancs).

En cas de quantification de paramètres problématiques dans les blancs de matériel d'échantillonnage, le titulaire avertit l'agence et engage des actions correctives. Afin d'éviter que cette situation ne se reproduise, l'efficacité des actions correctives mises en œuvre devra être vérifiée et enregistrée.

3.2.8 Echanges des données au format EDILABO

A la date de notification du marché, la version du scénario EDILABO utilisée sera la version 1.1.

L'agence peut, en cours d'exécution du marché, faire évoluer la version du scénario. Elle en avertit le titulaire dans un délai de 6 mois minimum.

Les spécifications de ces échanges sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.sandre.eaufrance.fr/sites/default/files/document-sandre/sandre_scenario_COM_LABO_1.1.pdf

https://www.sandre.eaufrance.fr/sites/default/files/document-sandre/sandre_scenario_LABO_DEST_1.1.pdf

3.2.8.1 Les fichiers de demandes au format EDILABO

Les bons de commandes adressés par l'agence de l'eau au titulaire du marché ne mentionnent que les nombres de prestations à réaliser par type de prestation (cf. bordereau des prix unitaires) et les références des fichiers XML de demandes de prestations au format EDILABO.

Le détail des prestations à réaliser est fourni **exclusivement** sous forme électronique au format EDILABO.

Le destinataire des demandes EDILABO sur les eaux souterraines est le **titulaire** du marché, ces demandes pouvant concerner **plusieurs** prestataires de prélèvements et/ou d'analyses, co-traitants ou sous-traitants.

Le titulaire reçoit également, outre les demandes d'analyses, les demandes de prélèvements, et est chargé de rendre les paramètres *in situ* et environnementaux spécifiques à ce milieu au format EDILABO.

Dans le cas d'une demande de prélèvements comprenant des échantillons à destination d'un laboratoire tiers (cf. article [2.2](#) du CCTP), le titulaire doit être capable d'identifier les prélèvements concernés dans la demande de prélèvements.

Si les prélèvements sont réalisés par des co-traitants ou sous-traitants, la répartition des prestations entre ceux-ci étant de la responsabilité du titulaire du marché et non de l'agence, le préleveur mentionné dans la demande est le **titulaire** du marché. Néanmoins, le **préleveur réel** est rendu dans le fichier de résultats (article [3.2.8.2](#)).

Les demandes peuvent être des demandes de prélèvements, d'analyses ou des demandes mixtes (prélèvements et analyses).

Les commémoratifs 9 et 10 « Code du tarif du prélèvement » et « Libellé du tarif du prélèvement » permettent de préciser le type de prestation de prélèvement à réaliser.

Le titulaire s'engage à pouvoir lire et traiter les demandes EDILABO **sans ressaisie manuelle** et reprendre dans les fichiers de résultats certains des éléments de la demande (cf. ci-après).

3.2.8.2 Les fichiers de résultats au format EDILABO

Le titulaire par ailleurs unique destinataire des demandes, est **l'unique responsable** de la transmission des résultats à l'agence.

Les résultats sont exclusivement rendus **sous forme électronique au format EDILABO**, à l'exclusion de toute autre forme de rendu (bulletin papier, fichiers divers). Toutefois, à la demande de l'agence, le titulaire doit être en mesure de pouvoir fournir un bulletin d'analyse au format pdf.

Les fichiers de résultats doivent être conformes au contexte d'échange n°1.1 défini par le SANDRE (« message Envoi de résultats ») et respecter le **code de la demande**, les **codes de prélèvement**, les **fractions analysées** et **unités** par paramètre **spécifiés et imposés** dans la demande.

Le rendu des résultats, en particulier les date et heure de prélèvement (ou de constatation de l'impossibilité de réaliser le prélèvement), doit être cohérent avec les identifiants fonctionnels du code de prélèvement attribué par l'agence : station, support de prélèvement, date début et délai de la période prévisionnelle du prélèvement.

Le préleveur rendu **dans la balise <Prelevement/Preleveur>** du fichier de résultats est le **préleveur réel**, qui peut être différent de celui spécifié dans la demande.

Pour le référencement des méthodes d'analyse, Aquaref (laboratoire national de référence pour la surveillance des milieux aquatiques) a fait créer dans la base SANDRE une centaine de code méthodes (listés dans l'**annexe**

4). Hormis pour l'utilisation de méthodes normalisées qui disposent d'un code SANDRE, ceux-ci doivent être utilisés de façon systématique. **Les résultats reçus avec des codes méthodes de type méthode interne, multi-extraction / multi-méthodes, méthode spécifique ne doivent pas être utilisés pour le rendu des résultats d'analyse dans le cadre du présent marché.** Si des résultats d'analyse sont rendus avec de tels codes méthode, la prestation sera considérée comme non recevable par l'agence. Toutefois, si des méthodes utilisées par les laboratoires n'étaient pas disponibles parmi ces codes, les laboratoires doivent en faire part à l'agence et en faire la demande au SANDRE.

Outre les informations obligatoires définies par le SANDRE, les informations suivantes, respectant les codifications du SANDRE, **doivent** être transmises dans le fichier EDILABO de résultats :

- ⇒ l'heure de prélèvement (ou de constatation du non prélèvement), arrondie à la 10aine de minutes ;
- ⇒ les mesures in situ et environnementales listées au paragraphe [3.1.1.3](#) ;
- ⇒ la réalisation ou non du prélèvement (balise <RealisePrel>). Dans le cas du constat sur place d'une impossibilité de réaliser le prélèvement, l'heure du (non) prélèvement et les mesures environnementales doivent être renseignées ;
- ⇒ les coordonnées du prélèvement (balises <CoordXPrel>, <CoordYPrel>) exprimées en Lambert 93 (<ProjectPrel> = 26) sauf si l'obtention de ces coordonnées est impossible (absence de signal GPS) ;
- ⇒ l'accréditation du prélèvement ;
- ⇒ l'agrément du prélèvement ;
- ⇒ la référence de l'échantillon au laboratoire ;
- ⇒ la date et l'heure de réception des échantillons au laboratoire ;
- ⇒ la date et heure de l'éventuelle filtration de l'échantillon au laboratoire (cas des métaux et métalloïdes – commémoratifs 12 et 13) ;
- ⇒ la température de l'échantillon au laboratoire (commémoratif 11) ;
- ⇒ la limite de quantification (exprimée dans la même unité que le résultat) ;
- ⇒ la limite de détection (exprimée dans la même unité que le résultat) ;
- ⇒ l'incertitude analytique à la valeur de la LQ en utilisant un facteur d'élargissement k=2 (balise <IncertElarAna>) ;
- ⇒ la méthode d'analyse ;
- ⇒ la méthode de fractionnement ;
- ⇒ la méthode d'extraction ;
- ⇒ l'accréditation ou pas du paramètre dans le rapport d'essai ;
- ⇒ l'agrément ou pas du paramètre dans le rapport d'essai ;
- ⇒ les éventuels commentaires liés au prélèvement, à l'échantillon ou à l'analyse. Ils sont soigneusement renseignés pour signaler tout évènement utile à l'interprétation et à la compréhension des prestations de prélèvement (exemple : prélèvement non réalisé et justification associée) et d'analyse (exemples : LQ modifiée et justification associée, résultat calculé...) ;
- ⇒ le laboratoire ayant réalisé l'analyse (balise <Analyse/Laboratoire>), si l'analyse a été confiée à un sous-traitant.

Conformément au SANDRE, le code remarque 0 est réservé aux analyses qui ne sont pas faites. Pour les analyses en attente de résultats, la balise <Analyse> est absente du fichier.

Les seuls codes remarque admis pour le rendu des résultats sont les codes 0, 1, 10 pour les paramètres des groupes G1, G2, G3, G5, G6 et G7 et les codes 0,1, 9 pour les paramètres du groupe G4.

3.2.9 Admission des résultats

A réception des résultats complets (tous les paramètres d'un groupe pour GSITU (mesures physico-chimiques in situ) et pour G1 à G6, tous les paramètres d'une famille tarifaire pour G7) et du rapport de campagne, l'agence se réserve 30 jours calendaires pour prononcer l'admission des résultats. A l'issue de ces 30 jours, l'absence de remarque de la part de l'agence de l'eau signifie une admission implicite des résultats.

Pour les groupes GSITU et G1 à G6, pour chaque échantillon, le titulaire transmet les résultats uniquement si toutes les prestations d'analyses sont complètes pour la demande EDILABO concernée.

Pour le groupe G7, pour chaque échantillon, le titulaire transmet les résultats uniquement si la prestation relative à la famille tarifaire concernée est complète.

Dans le cas où l'agence estime que les résultats peuvent être admis moyennant une rectification ou une confirmation, elle en informe le titulaire du marché en l'invitant à confirmer ou présenter les résultats corrigés dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de l'envoi de la demande.

Les réponses apportées par les laboratoires aux demandes de confirmation formulées par l'agence sont pour la majorité des réponses types, par exemple : résultat confirmé par traçabilité, résultat confirmé par plusieurs techniques, résultat confirmé par une seconde analyse...

La liste des réponses types qu'il est susceptible d'apporter et les modalités correspondantes sont détaillées dans l'offre technique du titulaire remise à l'appui de son offre. Il veille, par ailleurs, à ce que ces réponses types soient explicites, par exemple :

- ⇒ valeur confirmée par traçabilité (présentation des différents éléments permettant d'attester de la fiabilité de l'analyse : vérification des blancs, de l'étalonnage, des points de contrôle, etc.) ;
- ⇒ valeur élevée rendue avec la technique « à préciser » et confirmée par la technique « à préciser » ;
- ⇒ etc.

Dans tous les cas, les réponses apportées par le laboratoire doivent être précises et étayées.

Les modalités de mise en œuvre d'une seconde analyse pour confirmation (avec ou sans demande de confirmation de l'agence) sont détaillées dans l'offre technique du titulaire remise à l'appui de son offre.

Dans le cas où l'analyse n'est pas confirmée et qu'une correction doit être apportée :

- ⇒ le titulaire renvoie dans un fichier au format EDILABO le résultat corrigé seul (les résultats non corrigés doivent être absents de cet envoi) ;
- ⇒ le titulaire envoie à l'agence sa réponse écrite à la demande de confirmation de valeur.

Au-delà des 30 jours après réception des fichiers de résultats, l'agence se réserve la possibilité de demander au titulaire des informations complémentaires sur les résultats reçus, sans toutefois en contester l'admission.

Dans le cas où des résultats ne peuvent être admis, le titulaire est tenu de recommencer les prestations à ses frais.

Dans le cas où les prestations objets du litige ne pourraient être reprogrammées, l'agence se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur la facture correspondante selon les modalités définies au CCAP.

Pour toutes les lignes du bordereau de prix unitaires, relatives à des groupes de paramètres sauf les paramètres in situ (GSITU), les modalités de règlement sont les suivantes :

- ⇒ La ligne de BPU n'est pas payée si 75 % ou moins des paramètres de la ligne sont rendus et admis ;
- ⇒ La ligne de BPU est payée à 100 % si plus de 75 % des paramètres de la ligne (soit > 75 %) sont rendus et admis.

Quant à la ligne de BPU relative aux paramètres in situ (GSITU), elle n'est pas payée dès qu'un paramètre manque (paramètre non rendu ou non admis).

3.2.10 Délais d'exécution

Les prestations doivent être exécutées dans les délais suivants :

- ⇒ Les prélèvements sont exécutés dans la période planifiée par l'agence, conformément aux demandes au format EDILABO (article 3.2.8.1). En cas de difficulté empêchant le prélèvement dans le respect des demandes au format EDILABO, le titulaire propose à l'agence sous 48 heures des modalités de « rattrapage » ;
- ⇒ Le délai entre le prélèvement de l'échantillon et sa remise au laboratoire ne doit pas dépasser 24 heures sauf prescription contraire des normes d'analyses ou argument technique du laboratoire à faire valider par l'agence avant l'exécution du marché ;
- ⇒ Pour la recherche de micropolluants organiques, les échantillons doivent être soumis aux phases d'extraction nécessaires au plus tard dans la journée suivant le prélèvement (J+1 de l'échantillonnage) ;
- ⇒ La filtration et l'acidification des échantillons destinés à des analyses de métaux doivent être pratiquées au laboratoire dans un délai inférieur à 24 heures après le prélèvement si elles n'ont pas été réalisées sur le terrain ;
- ⇒ Pour l'ensemble des paramètres, les délais maximums de conservation des échantillons mentionnés dans les normes d'analyses, depuis le prélèvement jusqu'à l'analyse, doivent être respectés ;
- ⇒ Les prestations relatives aux prélèvements sont rendues dans un délai maximum de 30 jours calendaires pour les mesures physico-chimiques in situ, les mesures environnementales et les coordonnées X, Y ;
- ⇒ Les prestations analytiques sont rendues dans un délai maximum de 30 jours calendaires pour les groupes G1 à G6, et de maximum 60 jours calendaires pour les familles tarifaires du groupe G7, à compter de leur date de prélèvement.

Le délai de transmission des résultats est calculé pour chaque groupe de paramètres (mesures in situ (GSITU), mesures environnementales, G1 à G6, ou famille tarifaire pour G7) en prenant la différence entre **la date et l'heure de dépôt du fichier EDILABO** contenant le résultat du dernier paramètre rendu et la date et l'heure du prélèvement. Aucune autre forme de rendu des résultats, autre que les fichiers EDILABO, n'est prise en compte pour le calcul du délai de transmission des résultats.

Ce délai, exprimé en jours calendaires, est celui utilisé pour le calcul des éventuelles pénalités de retard (article 11 du CCAP).

3.2.11 Modalités d'échanges sur les prestations facturables (pré-facturation)

Afin de limiter les refus de facture par l'agence liés à un différend sur les prestations facturables, le titulaire transmet pour chaque projet de facture, et préalablement à l'envoi de celle-ci, un fichier texte, dont la structure est définie en **annexe 6**, contenant les références des prestations incluses au projet de facture. Ce fichier permet à l'agence de donner son accord préalable sur les prestations considérées comme facturables par le titulaire.

Pour établir son projet de facture, le titulaire se base sur le fichier de synthèse des prestations fourni par l'agence.

Par ailleurs, les factures transmises à l'agence doivent reprendre le numéro de marché, le numéro de commande, les lignes et libellés exacts du bordereau des prix unitaires, conformément à l'article 7 du CCAP, afin de ne générer aucune confusion pour la facturation des prestations.

Les factures sont déposées sur CHORUS avec les annexes correspondantes. Les factures et leurs annexes doivent être au format pdf.

3.2.12 Contrôle des prestations

Afin de faciliter le contrôle par l'agence des prestations de prélèvements, le titulaire met en place un agenda électronique partagé sur Internet pour l'ensemble des tournées.

Cet agenda partagé prend la forme d'un tableau qui reprend le code du prélèvement EDILABO, le code et le nom de la station, la date prévisionnelle de prélèvements et l'équipe chargée du prélèvement.

Il doit être tenu à jour en temps réel et mis à disposition sur internet (article [3.1.1.2](#)).

3.3 Mesures de sécurité et d'hygiène

Le titulaire veille à faire appliquer par toutes les équipes intervenant dans le cadre du marché l'ensemble des règles de sécurité et d'hygiène nécessaires à la réalisation des prélèvements.

Certaines stations de suivi sont situées sur des sites chimiques industriels, pour lesquels le titulaire doit disposer d'une habilitation Sécurité "Risque chimique" - Industries chimiques et pétrochimiques de NIVEAU 2.

Ces sites sont actuellement au nombre de 3 (Pierre-Bénite, Feyzin, Jarrie). Ce chiffre est susceptible de varier au cours de l'exécution du marché.

D'autres stations de suivi peuvent nécessiter une habilitation « travail en milieu confiné », cas particulier où les prélèvements sont réalisés à l'intérieur d'un ouvrage utilisé pour l'alimentation en eau potable.

La plupart des prestations de prélèvement peuvent être réalisées par une seule personne mais certaines stations de suivi peuvent nécessiter une équipe d'au moins deux préleveurs. Par exemple, la logistique à mettre en place sur des ouvrages sans pompe à demeure impose la présence de deux personnes sur le terrain, en particulier lorsque la purge d'eau demande l'utilisation de groupe électrogène et de pompes « gros volume ». Les prélèvements dans les milieux naturels, en particulier sur certaines sources, ou les prélèvements en milieux confinés lorsque les préleveurs ne sont pas accompagnés par les exploitants et/ou propriétaires des ouvrages peuvent également nécessiter la présence d'au moins deux personnes afin de garantir des conditions de sécurité satisfaisantes.

3.4 Présentation des intervenants

Le titulaire communique à l'agence, dès notification, le nom de l'interlocuteur attitré qu'il désigne pour l'exécution du présent marché. Il communique également le nom de son remplaçant en cas d'absence (congé, maladie, etc.). L'agence doit disposer de leurs courriels nominatifs et de leurs lignes téléphoniques directes.

Ses missions sont les suivantes :

- prendre en charge des demandes EDILABO émises par l'agence ;
- assurer le suivi des analyses ;
- transférer les résultats au format EDILABO ;
- répondre aux questions techniques (compréhension sur le rendu des résultats, demandes de confirmation de résultats, etc.) ;
- informer l'agence en cas de modification dans le rendu des paramètres (LQ, méthodes, incertitudes, etc.) ;
- suivre l'exécution du marché y compris la facturation.

Le titulaire nomme également un interlocuteur attitré sur le volet prélèvement en charge de la coordination entre les différentes équipes de terrain et le laboratoire. Il est l'interlocuteur privilégié de l'agence sur ces prestations. Les missions du coordinateur sont détaillées à l'article [3.1.1.1](#).

Le service en charge du suivi du présent marché à l'agence de l'eau est le service Données Techniques. Le nom et les coordonnées du référent du marché seront communiqués au titulaire à la notification du marché .

4 - EXIGENCES

4.1 Principes généraux

Le titulaire du marché réalise les prestations :

- ⇒ sous accréditation COFRAC ou équivalent pour toutes les opérations pour lesquelles elle existe ;
Si le titulaire n'est pas accrédité pour certaines des opérations d'échantillonnage en eau souterraine, il doit établir et disposer des procédures écrites détaillant l'organisation d'une campagne de mesures, le suivi métrologique des appareillages de terrain, les méthodes d'échantillonnage, les moyens mis en œuvre pour s'assurer de l'absence de contamination du matériel utilisé, le conditionnement et l'acheminement des échantillons jusqu'au laboratoire d'analyses.
- ⇒ sous agrément délivré par le ministère en charge de l'écologie pour les paramètres pour lesquels il existe conformément à l'Article L.212-2-2 du code de l'environnement ;
- ⇒ en se conformant à la réglementation en vigueur ;
- ⇒ en appliquant les normes analytiques en la matière lorsqu'elles existent ;
- ⇒ en se conformant aux guides techniques (agences de l'eau, AQUAREF, Office Français de la Biodiversité, Ministère, etc.) ;
- ⇒ en appliquant les procédures analytiques figurant dans son offre ;
- ⇒ en respectant les codifications du SANDRE et du système d'information de l'agence pour la restitution des résultats.

Dans le cas de révision d'une norme ou de parution d'une nouvelle norme pendant la durée du marché, le titulaire s'engage à appliquer ces nouveaux documents.

4.2 Contrôle qualité

Le titulaire tient à disposition de l'agence un plan d'assurance qualité (PAQ) décrivant la démarche d'assurance de la qualité mise en œuvre en son sein ou chez ses éventuels cotraitants ou sous-traitants pour réaliser les prestations s'inscrivant dans le cadre du présent CCTP.

Le titulaire s'engage, en soumissionnant au présent marché, à respecter les préconisations du présent CCTP. Il applique un système de gestion de la qualité conforme à la norme NF EN ISO 17025 ou à toute autre norme équivalente (l'équivalence éventuelle est à justifier par le titulaire).

Le titulaire est chargé de la coordination des prestations (chaque co-traitant est cependant juridiquement responsable de l'exécution ou de l'inexécution des prestations qu'il a en charge). En cela :

- ⇒ il s'assure que l'ensemble de ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants respecte les préconisations du présent CCTP ;
- ⇒ il s'assure que l'ensemble de ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants applique des systèmes de gestion de la qualité conforme à la norme NF EN ISO 17025 ou à toute autre norme équivalente (l'équivalence éventuelle est à justifier par le titulaire).

Dans le cas où, pour une substance donnée, le titulaire se réclame dans son offre d'un système d'assurance qualité (accréditation par exemple), les résultats pour cette substance doivent, sauf exception dûment justifiée et acceptée par l'agence, être remis sous couvert de ce système qualité.

Le titulaire met en œuvre, pour chaque méthode, les contrôles nécessaires permettant d'assurer la fiabilité des résultats (participation à des essais interlaboratoires, utilisation de matériaux de référence, ajouts dosés, étalons marqués, cartes de contrôle, blancs et doubles analytiques...). Le titulaire s'engage à fournir la synthèse des résultats de ses tests interlaboratoires ou autres contrôles sur demande de l'agence.

Le titulaire s'engage :

- ⇒ à veiller au bon respect des protocoles de terrain (prélèvement, gestion et utilisation du matériel) et à assurer la mise en place de procédures de contrôles tels que des blancs de terrains (article [3.2.7](#)) ;
- ⇒ à transmettre chaque année le bilan des procédures qu'il a mises en place (formation interne, audits internes, blancs de terrain...) ;
- ⇒ à organiser une fois par an une journée de prélèvements et de coordination des différentes équipes de prélèvement. Il en informe au minimum un mois à l'avance l'agence qui pourra y participer.

Le titulaire met en œuvre différentes procédures de contrôle des résultats d'analyses (bilan azote, phosphore, balance ionique, etc.).

Des audits ou contrôles peuvent être réalisés par l'agence ou par un organisme indépendant dûment mandaté par l'agence pour vérifier la conformité des opérations au cahier des charges et à l'offre du titulaire. Le titulaire en est informé par courrier.

5 - DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique se doit de soutenir la mise en œuvre de démarches environnementales dans le cadre de l'exécution de ses marchés.

Le titulaire et ses sous-traitants/co-traitants éventuels doivent mettre en œuvre des procédures pour limiter l'impact environnemental de leurs interventions dans le cadre de ce marché : certifications environnementales, actions pour limiter les rejets de substances toxiques dans l'environnement, actions pour limiter les émissions de carbone, actions en matière de recyclage des déchets de laboratoire, etc.

6 - SYNTHÈSE DES LIVRABLES

Les livrables ci-dessous devront être transmis selon les modalités ci-après :

Livrables	Référence du CCTP (Article)	Délai de transmission	Format et mode de transmission
LIVRABLES RELATIFS AUX PRESTATIONS DE PRELEVEMENTS			
Liste des préleveurs avec leur CV ou équivalent et habilitations, attestations de lecture du CCTP signées par chaque préleveur	3.1.1.1	Réunion de démarrage du marché Puis pour chaque nouveau préleveur (avant son intervention sur le marché)	Fichiers .pdf
PLANNING 1 – Planning annuel à la semaine d'intervention 2 – Planning mensuel au jour d'intervention 3 – Planning détaillé au jour/heure d'intervention	3.1.1.2	1 – courant janvier de l'année N 2 – le 20 du mois M-1 3 – Mis à jour en temps réel	1 – A préciser : fichier ou agenda partagé sur internet 2 – A préciser : fichier ou agenda partagé sur internet 3 – Agenda partagé sur internet
Compte rendu de campagne	3.1.1.5 et 3.2.4	2 semaines maximum à l'issue de chaque semaine de prélèvement	Fichier .xlsx ou .ods
Bilan des prélèvements « non fait »	3.1.1.6 et 3.2.5	2 semaines maximum à l'issue de chaque semaine de prélèvement	Formulaire en ligne mis à disposition par l'agence
Remontées des mises à jour sur les fiches descriptives des stations	3.1.1.8 et 3.2.6	2 semaines maximum à l'issue de chaque semaine de prélèvement	Formulaire en ligne mis à disposition par l'agence
Données relatives aux blancs terrain	3.2.7	Maximum 60 jours calendaires à compter de la demande de l'agence	EDILABO et/ou fichier de format .xlsx ou .ods
TRANSMISSION DES RESULTATS D'ANALYSES			
Mesures <i>in situ</i> , les mesures environnementales, coordonnées	3.2.8.2	Maximum 30 jours calendaires	Fichier à transmettre au format EDILABO via la plateforme de dépôt

Livrables	Référence du CCTP (Article)	Délai de transmission	Format et mode de transmission
X,Y, analyses de physico-chimie (G1 à G6)	et 3.2.10	à compter de la date de prélèvement	de l'outil de bancarisation de l'agence
Résultats d'analyse pour les micropolluants du groupe G7	3.2.8.2 et 3.2.10	Maximum 60 jours calendaires à compter de la date de prélèvement	Fichier à transmettre au format EDILABO via la plateforme de dépôt de l'outil de bancarisation de l'agence
Admission des résultats : demandes de confirmation	3.2.9	Maximum 30 jours calendaires à compter de l'envoi de la demande de confirmation	Fichier .xlsx ou .ods par courrier électronique
Evolution des méthodes d'analyses	3.1.3.4	Dès que possible	Par courrier électronique
EXECUTION DU MARCHE			
Pré-facturation	3.2.11	Après réception d'un fichier de « synthèse prestation » fourni par l'agence	Fichier texte
Rapport annuel	3.2.3	Au plus tard 15 jours calendaires avant la réunion annuelle sur le bilan de l'année N-1	Fichier(s) à transmettre par courrier électronique, en indiquant <i>a minima</i> les points listés en annexe 8

7 - ANNEXES au CCTP

Annexe 1 – Présentation générale de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Annexe 2 – Carte de situation géographique de stations de suivi

Annexe 3 – Exemple de fiches descriptives des stations de suivi

Annexe 4 – Liste des paramètres à analyser

Annexe 5 – Exemple de remplissage de l'annexe 4

Annexe 6 – Structure des fichiers préalables aux facturations

Annexe 7 – Attestation de lecture

Annexe 8 – Eléments attendus à minima dans le bilan annuel de l'année N-1